

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



mardi 26 janvier 2021

Un an de pandémie : Une cocotte-minute internationale

Le 23 janvier 2020, les autorités chinoises mettaient 60 millions d'habitants en quarantaine pendant que les gouvernements européens observaient sans rien faire. Depuis, on a connu le scandale des masques, les vaccins distillés au compte-gouttes, les hôpitaux débordés, les milliards pour les plus riches, les licenciements et les restrictions pour les travailleurs. Et c'est nous que Macron ose engueuler en dénonçant « 66 millions de procureurs ». Il y a 66 millions de... réquisitoires qui se perdent !

Une catastrophe sanitaire

Depuis le début de cette crise, tous les gouvernements montrent la même incapacité à gérer la pandémie, alternant sermons et mesures autoritaires. Les gouvernants ont même, pour les accuser de tous les maux, convoqué au tribunal chauve-souris et pangolins ! Sauf que les systèmes de santé ont partout été asphyxiés par des années de restrictions budgétaires.

Les États les plus riches s'accaparent les doses de vaccins au détriment des pays pauvres. Alors que Pfizer et Moderna ont annoncé la semaine dernière des retards de livraison en Europe, de nombreux gros labos pourraient sans doute relayer, mais tout est ralenti, entre autres pour raison de secret commercial et de jouissance des brevets. Et Sanofi, lancé dans la production d'un autre vaccin, non seulement tarde en attendant à mettre ses capacités de production au service des vaccins existants mais licencie ses propres chercheurs.

Gouvernants comme gros trusts ont des logiques qui font passer leurs profits avant nos vies.

Une catastrophe sociale à combattre

Les grandes entreprises profitent de la situation pour réorganiser leur système de production et licencier, tandis que beaucoup des plus petites coulent du fait de la crise économique. Cela n'empêche pas les riches de s'enrichir. Sauf que, à l'autre bout, dans le monde entier, le chômage et la misère se répandent : d'ici la fin de l'année, environ 150 millions de personnes risquent de basculer dans l'extrême-pauvreté et les longues files d'attente aux soupes populaires sont déjà courantes en Argentine ou au Liban.

En France, la catastrophe sociale va s'approfondir dans les prochains mois alors que, déjà, les travailleurs de plus de 784 entreprises, très grandes ou moyennes, sont sous le coup de plans de

licenciement, soit plus de 70 000 emplois déjà menacés, sans oublier les CDD et les contrats d'intérim non renouvelés. La précarité et les confinements se font aussi durement sentir auprès des jeunes privés d'emploi et des étudiants.

Après avoir distribué les milliards aux grosses entreprises, les ministres se relaient pour expliquer qu'on ne pourra pas laisser une dette pareille à nos enfants. Vous avez bien compris, c'est à nous qu'ils veulent faire payer ces milliards. D'ailleurs, des attaques insidieuses contre les classes populaires ont commencé avec, entre autres, les baisses que la majorité des bénéficiaires de l'allocation logement connaissent depuis le début de l'année.

Nous préparer

Si nous les laissons faire, les chômeurs auraient des indemnités réduites et ceux qui garderont un travail verraient leur salaire baisser – comme chez Carambar qui veut licencier tous ses salariés pour les reprendre dans une nouvelle usine avec des salaires plus bas. La seule chose qui puisse ouvrir une autre issue, ce sera nos luttes.

Dans le monde, du Liban à la Biélorussie en passant par les États-Unis, les soulèvements populaires n'ont pas manqué en 2020. Depuis la semaine dernière, des émeutes se répandent dans les quartiers populaires de Tunisie. Un scénario pas si différent des prémisses du Printemps arabe. Depuis deux mois, près de 200 000 paysans indiens occupent des autoroutes à proximité de New Delhi et s'affrontent à l'extrême droite au pouvoir. La situation devient partout intenable pour les classes populaires.

La colère engendrée parmi les travailleurs de tous les pays pourrait aussi les unir contre les responsables de cette catastrophe. C'est le meilleur souhait qu'on puisse formuler pour cette nouvelle année !

Le cynisme, ça use, ça use...

Lors de la dernière réunion sur NEA, la direction a évoqué un montant de 10 € mensuels pour le remboursement des frais supplémentaires dus au télétravail. Dérisoire en comparaison des économies que réalisera PSA.

Notre DRH Bruno Bertin a tenu à nous rassurer : comme nos chaussures s'useront moins vite, nous aurons moins de dépenses pour les changer, CQFD !

Elles seront surtout en meilleur état pour leur mettre des coups de pied au ...

De piètres illusionnistes

Et voilà, depuis le 18 janvier PSA c'est fini. La direction du site s'est alors empressée de remplacer les anciens logos par ceux de Stellantis sur les façades du Pôle Tertiaire et Vélizy.

Si ces modifications cosmétiques ont pour but de nous faire croire qu'une page se tourne c'est raté ! Nous on n'oublie pas que ce sont les mêmes actionnaires, les mêmes licenciés, les mêmes exploités qui se cachent derrière les logos !

License to kill

Comme de nombreux pays, le Royaume-Unis envisage de bannir les véhicules thermiques d'ici 2030. La réponse de Tavares ne s'est pas fait attendre. Soit le gouvernement paye, soit l'usine de Vauxhall ferme. À sa décharge Tavares n'en est pas à son coup d'essai sur le sujet et n'est d'ailleurs pas le seul : Toyota pratique le même genre de chantage.

Si ce n'est pas du racket ça y ressemble.

Contre les licenciements : un succès qui en appelle d'autres !

La manifestation pour l'interdiction des licenciements et des suppressions d'emplois, à l'appel des travailleurs de TUI samedi 23 janvier à Paris, a réuni plus de 2 000 personnes. Un succès obtenu à la force du poignet, car cette initiative est venue de syndicats de base.

Des délégations de dizaines d'entreprises et de toute la France ont battu le pavé : de Total Grandpuits (en grève depuis près de quatre semaines), Sanofi, General Electric, EDF, SKF, de Renault et bien d'autres. Rejoints aussi par un cortège de Gilets jaunes, ainsi que des personnalités politiques, comme Jean-Luc Mélenchon de LFI, Fabien Gay du PCF ou encore Olivier Besancenot et Philippe Poutou du NPA.

Les directions syndicales n'ont finalement pas voulu soutenir la démarche, privilégiant le rendez-vous national du 4 février, comme si les deux s'opposaient... Cette première manifestation à

l'appel des TUI, relayée par d'autres, a de fait posé un jalon vers un « tous ensemble » des salariés des entreprises menacées. Un jalon modeste, mais qui montre la voie : pour faire reculer patrons et gouvernement, il faut sortir de l'isolement, du « boîte par boîte », se coordonner avec d'autres travailleurs menacés afin d'entraîner ceux d'autres secteurs contre les menaces qui nous visent tous !

La journée du 4 février à l'appel des syndicats sera une nouvelle occasion de l'affirmer.

Sanofric gave ses actionnaires et sabre la R&D

Sanofi, malgré les 100 millions d'euros reçus chaque année en crédit d'impôt recherche et les quatre milliards de dividendes versés en 2020, veut encore supprimer 400 emplois de chercheurs alors que les effectifs ont déjà été réduits de moitié en dix ans. Une politique qui n'est pas étrangère au retard pris dans le développement de son vaccin anti-Covid.

Des débrayages massifs ont eu lieu le 19 janvier, ainsi qu'un appel à la grève reconductible à partir du 1^{er} février.

Des conseils en or massif

Le gouvernement dépense annuellement des centaines de millions d'euros au profit de cabinets de conseil. Le genre de cabinets qui ont « conseillé » plusieurs gouvernements pour la « réforme » de l'hôpital public, c'est-à-dire son étranglement financier.

Parmi eux, McKinsey & Company a été choisi pour la mise en place du plan de vaccination anti-Covid mais aussi, auparavant, pour la campagne de tests. Avec, dans les deux cas, un succès évident.

66 millions de procureurs

« Nous sommes devenus une nation de 66 millions de procureurs [...] Ce n'est pas comme ça qu'on fait face à la crise ou qu'on avance. » En d'autres termes, arrêtez de râler !

Les licenciements pleuvent, les services de soin sont débordés, les étudiants décrochent en masse, on ne voit toujours pas le bout de cette crise, et nous aurions juste le droit de nous taire ?

À force de se moquer de nous, Macron va nous donner des idées...

Retrouvez les bulletins
L'Étincelle sur Facebook

